

Afrique du Sud, 30 ans après la fin de l'apartheid, un pays en ruine, des affrontements ethniques...

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 21 juillet 2021





L'Afrique du Sud pays au ban de la société mondiale pour son apartheid a transmis le pouvoir à l'ANC de Nelson Mandela depuis près de 30 ans !

Contrairement à ce qui était promis avec l'avènement de la « Nation Arc-en-ciel », c'est le chaos, la ruine, la corruption, comme en somme dans l'Algérie du FLN. Les émeutes ethniques se rajoutent désormais au tableau en plus de la violence et des crimes à l'encontre des fermiers blancs encore présents...

*Loin du politiquement correct, Bernard Lugan dans Breiz-Info en fait la relation loin de toute langue de bois et conformisme bien pensant !
A lire...*

[Afrique du Sud : derrière le chaos, le soulèvement des Zulus.](#)

Le 18/07/2021.

Les très graves émeutes-pillages qui secouent l'Afrique du Sud depuis le 8 juillet dernier ont été déclenchées par la faction pro-Zuma de l'ANC (Zulu), avec pour objectif de déstabiliser la présidence de Cyril Ramaphosa (Venda), auquel elle reproche d'avoir évincé son leader en 2018. La présidence sud-africaine a d'ailleurs été très claire à ce sujet en parlant de « conspiration ethnique » et en inculpant douze hauts cadres zulu de l'ANC qui, selon elle, seraient impliqués dans l'organisation de ces émeutes. Dudane Zuma, un des fils de Jacob Zuma a, quant à lui, clairement appelé les Zulu à se mobiliser.

Tout le reste n'est qu'analyses journalistiques affligeantes de médiocrité et de superficialité, surtout quand elles présentent ces événements comme s'il s'agissait d'une simple révolte sociale due à une crise économique aggravée par le Covid...

Le retour au réel passe par la mise en évidence de deux étapes distinctes, ce qui permet de ne pas confondre les causes et leurs conséquences:

1) Tout est parti du pays zulu, le Kwazulu-Natal, avec pour épïcêtres les villes zulu de Durban et de Pietermaritzburg, et cela, à partir du moment où Jacob Zuma a été incarcéré. Dans la région de Johannesburg, seuls les townships zulu ont été touchés. Il est remarquable de constater que les zones non-Zulu n'ont pas suivi le mouvement.

Les raisons de ce soulèvement sont claires : les Zulu n'acceptent pas le coup d'Etat de 2018 qui a abouti à l'éviction de Jacob Zuma par son vice-président Cyril Ramaphosa. Ils l'acceptent d'autant moins que ce coup de force fut suivi de poursuites judiciaires contre Jacob Zuma, considérées par eux comme une vengeance de ses adversaires ethniques au sein de l'ANC. D'autant plus qu'ils accusent à

raison l'actuel président, l'ex syndicaliste Cyril Ramaphosa, d'avoir bâti sa colossale fortune sur la trahison de ses mandants. Nommé dans les conseils d'administration des sociétés minières blanches, il y fut en effet coopté pour son « expertise » syndicale, c'est-à-dire en échange de son aide contre les revendications des mineurs noirs dont il fut le représentant avant 1994 !!!

Considérant qu'à travers Jacob Zuma c'est leur peuple qui est attaqué, les Zulu se moquent de savoir qu'il était effectivement totalement corrompu. Englué dans plusieurs affaires de corruption, il a même été pris la main dans le sac d'une gigantesque entreprise de favoritisme d'Etat au profit de la famille Gupta[1] et une commission judiciaire fut désignée pour enquêter sur la gravissime accusation de « State Capture ». Ces gangsters affairistes d'origine indienne avaient en effet réussi à imposer leur droit de regard sur les nominations officielles, ce qui leur avait permis de placer leurs agents à tous les rouages de décision de l'Etat et des entreprises publiques.

Estimant que l'Etat-ANC est contre eux, les partisans de Jacob Zuma ont donc pensé qu'ils n'avaient que la violence pour s'exprimer. D'où les premiers événements du début du mois de juillet, immédiatement suivis, comme toujours en pareil cas, de pillages d'opportunité associés à une puissante et sanglante vengeance contre ces commerçants-usuriers indiens qui, comme des sangsues, vivent aux dépens des paysans zulu. Et ce fut alors que la deuxième étape du mouvement se produisit.

2) Conséquence d'un mouvement politique, ces pillages sont le révélateur de la faillite économique et sociale[2] de la « nation arc-en-ciel » si lyriquement chantée par les naïfs au lendemain de la fin de l' « apartheid ». Le bilan économique de bientôt trois décennies de pouvoir ANC est en effet désastreux avec un PIB qui ne cesse de baisser (3,5% en 2011, 2,6% en 2012, 1,9% en 2013, 1,8% en 2014, 1% en 2015, 0,6% en

2016, une entrée en récession en 2017 suivie d'un très léger rebond à 0,2% et 0,1% en 2019 et 2020). Les mines, premier employeur du pays ont perdu près de 300 000 emplois depuis 1994. Quant aux pertes de production et de revenus, elles se conjuguent avec des coûts d'exploitation en hausse constants, cependant que les dramatiques coupures d'électricité ont eu pour conséquence la fermeture des puits secondaires et la mise à pied de dizaines de milliers de mineurs.

En réalité, depuis 1994, l'Afrique du Sud vit sur l'immense héritage légué par le régime blanc. Ses nouveaux maîtres de l'ANC n'ayant pas réalisé les nécessaires et colossaux investissements qu'il était pourtant urgent de faire afin de simplement maintenir les capacités de production. En plus de cela, le climat social a découragé les éventuels investisseurs qui ont préféré faire « glisser » leurs activités vers des pays plus fiables.

L'agriculture avait, elle aussi, perdu plusieurs centaines de milliers d'emplois avant le coup mortel porté aux fermiers le mardi 27 février 2018, quand le parlement sud-africain vota le commencement d'un processus de nationalisation-expropriation sans compensation des 35.000 fermiers blancs.

Résultat, au lieu de se combler, comme l'ANC le promettait en 1994, les inégalités se sont au contraire davantage creusées. Aujourd'hui 75% des familles noires vivent en dessous du seuil de pauvreté. Quant au chômage, il est officiellement de 30% de la population active alors que les agences indépendantes parlent de plus de 50% avec des pointes à 80% dans certaines régions.

Enfin, chiffre terrible pour tous ceux qui croyaient dans l'avenir de la société « post- raciale » sud-africaine, aujourd'hui, le revenu de la tranche la plus démunie de la population noire est inférieur de près de 50% à celui qu'il était sous le régime blanc d'avant 1994 !!! Ce qui a fait dire à un célèbre chroniqueur noir qu'au rythme auquel se

décompose le pays, il va bientôt falloir se décider à en « rendre la direction aux Boers » !!!

Une remarque d'une grande profondeur car le soit disant héritage « négatif » de «l 'apartheid » a, des années durant, servi d'excuse aux dirigeants sud-africains. Or, aujourd'hui, personne ne peut plus nier qu'en 1994, quand le président De Klerk hissa au pouvoir un Nelson Mandela incapable de le prendre de force[3], il légua à l'ANC la première économie du continent, un pays doté d'infrastructures de communication et de transport à l'égal des pays développés, un secteur financier moderne et prospère, une large indépendance énergétique, une industrie diversifiée, des capacités techniques de haut niveau et la première armée africaine. Force est également de constater que, libérée de l' « oppression raciste », la « nouvelle Afrique du Sud » fut immédiatement la proie du parti prédateur ANC dont les cadres, aussi incapables que corrompus, eurent comme objectif principal leur propre enrichissement.

Aujourd'hui, l'ANC n'est plus qu'une coquille vide ayant perdu toute forme idéologique et politique. Fragmenté par une infinité de facteurs, il ne survit plus que comme machine électorale destinée à distribuer des sièges de députés à ses membres. Quant aux masses noires totalement paupérisées, elles constituent un bloc explosif potentiel dont la colère se tournera un jour ou l'autre contre les Blancs qui n'auront plus que le choix entre l'émigration ou le repli vers l'ancienne province du Cap.

Décérébrés par l'auto-culpabilisation, par les glapissements des « décoloniaux » et par le sida mental introduit par la « culture woke » (voir à ce sujet mon livre Pour répondre aux décoloniaux), les chapons gras occidentaux continueront pourtant à se pâmer devant la figure tutélaire de Nelson Mandela, tout en continuant à avoir « les yeux de Chimène » pour le fantasme de la « nation arc-en-ciel ». Ne voyant pas que ce qui se passe actuellement en Afrique du Sud annonce le

futur apocalyptique de l'Europe « multiraciale » préparé par les mondialistes, la Commission de Bruxelles et ce pape tiers-mondiste qui ne cesse d'appeler à l'accueil des « Autres »...

[1] Voir à ce sujet le dossier consacré à cette question publié dans le numéro du mois de juillet 2017 de l'Afrique Réelle (n°91) sous le titre « Jacob Zuma peut-il survivre au Gupta Gate ? ».

[2] Cette question sera développée dans le numéro du mois d'août de l'Afrique réelle que les abonnés recevront le 1er août.

[3] Voir à ce sujet mon livre « Histoire de l'Afrique du Sud des origines à nos jours ». Editions Ellipses, 2010. Disponible en librairie.

Plus d'informations sur le blog de [Bernard Lugan](#).

Cet article de 2019 :

[LE BOOM DU MARCHÉ DES INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE DU SUD](#)

montre bien que l'Afrique du Sud a pris énormément de retard et négligé ses infrastructures léguées par le pouvoir blanc (en somme comme on le fait actuellement en France) !!!